

# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. LE DIRECTEUR D'UNE ONG DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS MENACÉ

**Iván Madero Vergel, directeur du Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS), basé à Barrancabermeja, dans le nord de la Colombie, a été récemment menacé à deux reprises.**

Le 25 juin, le secrétaire d'une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, le Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS), basé dans la ville de Barrancabermeja (département de Santander), a reçu des menaces par téléphone. Son interlocuteur, faisant semble-t-il référence au président du CREDHOS **Iván Madero Vergel**, a déclaré : « Dis à ce fils de pute qu'il ne doit plus fourrer son nez dans des enquêtes qui ne le concernent pas, sinon on va le brûler vif. » Le secrétaire du CREDHOS avait déjà reçu un appel, le 23 juin, où un inconnu lui avait demandé de « dire à ce fils de pute qu'il allait mourir ».

Ces derniers mois, le CREDHOS a dénoncé énergiquement la présence de plus en plus forte de groupes paramilitaires à Barrancabermeja. Ces groupes se sont rendus coupables de toute une série d'homicides dans la ville. À l'heure actuelle, ce sont les Urabeños Gaitanistas qui ont la haute main sur de nombreux quartiers de la ville.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité d'Iván Madero Vergel et d'autres membres du CREDHOS ;
- demandez aux autorités de mener des investigations exhaustives et impartiales sur les menaces reçues et de prendre toutes les mesures nécessaires, en accord avec les personnes en danger, pour assurer la sécurité de ces dernières ;
- rappelez-leur que, en vertu de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme, elles ont l'obligation de protéger les défenseurs des droits humains ;
- engagez-les à démanteler les groupes paramilitaires et à rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux recommandations répétées des Nations unies.

### VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 13 AOÛT 2015 À :

Président de la République

Juan Manuel Santos  
Presidente de la República  
Casa de Nariño  
Calle 7. No 6-54.  
Bogotá, Colombie  
Fax : +57 1 596 0631

**Formule d'appel : Excmo. Sr.**  
**Présidente Santos, / Monsieur le**  
**Président,**

Ministre de l'Intérieur  
Juan Fernando Cristo  
Calle 12B No 8-46, Primer Piso  
Bogotá, Colombie  
Fax : +57 1 283 9876  
**Formule d'appel : Estimado Sr.**  
**Ministro, / Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**  
Organisation de défense des droits humains  
CREDHOS  
Av. 52 No. 25-49  
Barrancabermeja, Santander  
Colombie

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :  
Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.



# **ACTION URGENTE**

## **COLOMBIE. LE DIRECTEUR D'UNE ONG DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS MENACÉ**

### **COMPLÉMENT D'INFORMATION**

Le CREDHOS est une organisation régionale de défense des droits humains qui fait campagne en faveur des victimes de violations des droits humains autour de Barrancabermeja et du Magdalena Medio. Depuis plusieurs années, ses membres reçoivent des menaces de mort. David Ravelo Crespo, un membre du CREDHOS, est détenu par les autorités depuis septembre 2010 ; il est accusé d'avoir des liens avec des groupes de guérilla. Des organisations de défense des droits humains craignent que cette affaire ne s'inscrive dans une démarche visant à discréditer le CREDHOS et à le réduire au silence. L'organisation a joué un rôle actif pour que justice soit faite dans des affaires de violations des droits humains perpétrées par des paramilitaires, avec la complicité des forces de sécurité, et directement par ces dernières. Grâce à l'action de cette organisation, des enquêtes ouvertes sur l'implication de paramilitaires dans ces violations ont progressé, et plusieurs ont été placés en détention.

Les forces de sécurité et des groupes paramilitaires accusent souvent des défenseurs des droits humains, notamment des membres du CREDHOS, de collaborer avec des guérilleros ou de les soutenir. Dans ce contexte, les membres du CREDHOS ont été menacés à plusieurs reprises par des paramilitaires. De nombreux défenseurs des droits humains ont été tués après avoir été qualifiés de partisans de la guérilla.

Des défenseurs des droits humains et des syndicalistes sont également menacés, voire tués, par des guérilleros qui les accusent de se ranger du côté de leurs ennemis.

Au cours de l'année écoulée, on a dénombré de multiples menaces de mort contre des organisations de défense des droits humains basées à Barrancabermeja, notamment des organisations non gouvernementales, des syndicats et le mouvement des lesbiennes, gays et personnes bisexuelles, transgenres ou intersexuées.

Nom : Iván Madero Vergel  
Homme

AU 147/15, AMR 23/2007/2015, 2 juillet 2015